

Le gouvernement arménien essaye d'aller vers l'U.E. , mais toute l'économie du pays dépend de la Russie

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a signalé son intention de poursuivre l'adhésion à l'UE, que Moscou considère comme une **tentative de Bruxelles et de Washington D.C. de la remplacer complètement.**

La dépendance de l'Arménie à l'égard de la Russie pour le commerce complique la situation. Les défis économiques posés par un tel changement signifient que le gouvernement est susceptible de faire face à une **opposition nationale importante.**

Les coûts économiques et géopolitiques associés à l'ascension de l'UE sont potentiellement substantiels malgré la diversification dans le domaine de la défense. La même diversification en termes d'énergie et de commerce reste attendue depuis longtemps.

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, a annoncé son intention de demander l'adhésion à l'UE à la suite d'une mobilisation publique par des forces politiques extraparlimentaires, à l'appui d'un référendum sur un tel changement de politique.

Bien que la pétition n'ait recueilli que 60 000 signatures, le parlement arménien votera sur un projet de loi correspondant (ArmenPress, 9 janvier). La décision marque un autre écart par rapport à la dépendance traditionnelle du pays à l'égard de la Russie, depuis la déclaration de l'indépendance en 1991. De nombreux défis existent et tout moyen de changer la situation est assorti de

risques et de complications.

La politique étrangère de l'Arménie s'est largement appuyée sur sa relation stratégique avec la Russie, en particulier dans les domaines de la défense, de l'énergie et du commerce. La Fédération de Russie a également longtemps été le principal allié de l'Arménie.

Dans les années qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, Pashinyan a tenté de recalibrer la politique étrangère de l'Arménie, en diversifiant ses relations internationales, en particulier avec l'Union européenne et les États-Unis. Ceci a été aggravé par un manque de soutien militaire de la Russie et de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTC) pendant et après la guerre avec l'Azerbaïdjan en 2020.

Cela a déjà conduit Erevan à "geler" son adhésion à la CSTO, même si un tel mécanisme de suspension complète de la participation n'existe pas (Radio Free Europe/Radio Liberty, 23 février 2024 ; voir EDM, 5 août 2024).

En outre, les gardes-frontières du Service fédéral de sécurité russe (FSB) ont été retirés du contrôle des passeports et des douanes à la frontière arménienne avec l'Iran ainsi qu'à l'aéroport international Zvartnots d'Erevan (voir EDM, 15 août 2024). Malgré tout, les gardes-frontières du FSB restent indéfiniment à la frontière réelle du pays avec l'Iran et la Turquie. La 102e base militaire russe de Gyumri, la deuxième plus grande ville du pays, et l'aérodrome d'Erebuni restent encore et semblent susceptibles de le faire jusqu'en 2044 (TASS, 4 octobre 2023 ; voir EDM, 14 mars, 2 mai 2024).

Pashinyan a été prudent dans ses déclarations publiques sur l'adhésion à l'UE, malgré un désir d'une plus grande intégration avec l'Europe. Il a déclaré que l'Arménie est prête à "être aussi proche de l'Union européenne que l'Union européenne le juge possible" (Commonspace, 18 octobre 2023). Cette approche prudente peut découler d'une compréhension selon laquelle il est peu probable que l'Arménie obtienne l'adhésion dans un avenir prévisible, compte tenu de la fatigue existante de l'élargissement de l'Union européenne et des défis en général.

La situation géographique de l'Arménie complique encore ce changement. Enlisé, avec un accès limité à d'autres marchés, le commerce extérieur de l'Arménie dépend fortement de la Russie, représentant 42 % de son chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de 2024. En comparaison, le commerce avec l'Union européenne ne représente que 7,3 % (Azatutyun, 9 janvier). L'Arménie dépend

également de la Russie pour l'énergie, en particulier le gaz et le nucléaire (voir EDM, 22 juillet 2024).

En outre, la participation de l'Arménie à l'Union économique eurasiennne (UEUE) dirigée par la Russie complique encore la situation, car l'adhésion à l'UE perturberait sa participation.

La croissance économique actuelle de l'Arménie est en partie motivée par la réexportation de marchandises vers et depuis la Russie, contournant les sanctions internationales (Hetq, 23 novembre 2024).

Avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, le commerce entre l'Arménie et la Russie était évalué à environ 2,5 milliards de dollars par an, un chiffre qui a atteint 12 milliards de dollars l'année dernière (Business Media, 25 janvier).

Le vice-premier ministre russe Alexei Overchuk a également averti que quitter l'UEE entraînerait une hausse des prix de l'essence, une augmentation des coûts des biens importés et un chômage en Arménie (Azatutyun, 9 janvier). Gagik Melkonyan, député parlementaire de la faction du contrat civil de Pashinyan, a rejeté de tels avertissements (News.am, 10 janvier). Melkonyan soutient que l'importance stratégique de l'Arménie pour la Russie signifie que Moscou répondra aux intérêts d'Erevan, quel que soit le changement vers l'Union européenne. Cependant, les personnalités de l'opposition, y compris l'éminent oligarque Gagik Tsarukyan, se sont inquiétées du fait que l'adhésion à l'UE pourrait entraîner des difficultés économiques généralisées, notamment des pertes d'emplois, des coûts de la vie plus élevés et l'effondrement des entreprises locales (Azatutyun, 15 janvier).

Actuellement, la Russie vend du gaz arménien à des taux subventionnés, un privilège qui pourrait prendre fin si l'Arménie devait irriter de manière significative Moscou (Commonspace, 7 mai 2024). Même un ancien ambassadeur américain de l'année dernière a averti les Arméniens de se préparer aux hivers froids, s'ils s'éloignent de la Russie (YouTube/bakutvinternational, 13 septembre 2024).

La Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMA) déployée à la frontière de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan a également créé des tensions avec l'Azerbaïdjan, la Russie et, dans une certaine mesure, l'Iran.

Moscou considère la mission comme une tentative de l'évincer du pays alors que l'Azerbaïdjan a appelé à plusieurs reprises à son retrait, si un accord de paix doit

être signé.

Pashinyan a suggéré que la mission de l'UE pourrait être retirée des parties de la frontière une fois délimitées (voir EDM, 16 janvier).

Néanmoins, une intégration plus étroite avec l'Union européenne pourrait provoquer une réponse plus forte de la Russie, de l'Iran et de l'Azerbaïdjan, déstabilisant potentiellement davantage la région.

Pour renforcer ses liens avec l'Union européenne et les États-Unis, Erevan devra gérer les attentes. En janvier, le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et maintenant ancien américain Le secrétaire d'État Antony Blinken a signé une charte historique de partenariat stratégique, décrivant un cadre pour la coopération future, y compris l'énergie nucléaire civile (Radio Free Europe/Radio Liberty, 15 janvier).

La réaction de la Russie a été rapide avec **Mirzoyan se rendant à Moscou pour rencontrer son homologue, le ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov. S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe, Mirzoyan n'a pas engagé le gouvernement à faire quelque chose de plus substantiel en termes d'adhésion à l'UE (Azatutyun, 21 janvier). Le même jour, le président du Parlement arménien Alen Simonyan a également semblé laisser entendre que le projet de loi pourrait même ne pas être approuvé, soulignant que l'Arménie n'a pas l'intention de quitter l'AEUE (Azatutyun, 21 janvier). Mirzoyan a invité Lavrov à Erevan pour d'autres pourparlers (Public Radio, 21 janvier).**

Pashinyan a semblé conscient des préoccupations potentielles lors d'un discours au Forum économique mondial de Davos, soulignant le commerce régional avec les pays voisins, y compris l'Iran, plutôt qu'avec l'Union européenne (News.am, 23 janvier). « L'écart de l'équilibre peut avoir des conséquences très graves pour la sécurité et la stabilité, non seulement pour un pays spécifique, mais aussi pour la stabilité régionale et mondiale, car l'instabilité dans n'importe quel pays, même un petit, peut être semblable à une chaîne. C'est pourquoi, je pense que la sécurité et la stabilité sont la tâche la plus importante », a-t-il déclaré (Azatutyun, 23 janvier).

En outre, le Service du renseignement extérieur a reconnu que l'isolement économique et l'incapacité de l'Arménie à se diversifier restent dépendants de l'ouverture de ses frontières et de la normalisation des relations avec l'Azerbaïdjan et en particulier la Turquie (ArmenPress, 23 janvier).

Le service de renseignement extérieur a en outre averti que "certains pays" chercheront à utiliser cette question pour déstabiliser le pays dans ce qui est maintenant une année pré-électorale (voir EDM, 27 novembre 2024). Il a noté que l'année dernière, il y a eu une tentative déjouée de "recruter des citoyens arméniens et les Arméniens du Haut-Karabakh dans le but de déstabiliser le pays, d'inciter à la violence et de renverser l'ordre constitutionnel de l'Arménie" (Commonspace, 28 mars 2024 ; voir EDM, 7 octobre 2024).

Les coûts économiques et géopolitiques associés à l'ascension de l'UE sont potentiellement substantiels malgré la diversification dans la sphère stratégique clé de la défense par nécessité plutôt que par choix (voir EDM, 12 septembre 2024). En fin de compte, la capacité de l'Arménie à relever ces défis nécessitera qu'Erevan maintienne un équilibre entre les intérêts concurrents.

En anglais : Volume : 22 - Numéro : 9 Par : Onnik James Krikorian
Armenia <https://jamestown.org/program/armenia-moves-toward-europe-while-still-dependent-on-russia/>

source : B.F.

photo : D.R.

...